

**LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION NE CONNAÎTRA PAS DE GRÈVE**

# Benghebrit désamorce la menace

**La ministre de l'Éducation a tenu ses promesses. Benghebrit a répondu hier favorablement à l'essentiel des préoccupations des syndicats de son secteur en leur accordant plusieurs avantages. Elle soumettra, cependant, aujourd'hui la charte aux syndicats pour signature.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Comme convenu, la ministre de l'Éducation nationale s'est réunie hier avec les différents syndicats de son secteur. Une réunion qui a suscité beaucoup d'attente de la part du partenaire social qui attendait des réponses à ses revendications. Et des réponses, il en a reçues.

La ministre de l'Éducation nationale, suite à une instruction gouvernementale datée du 12 octobre dernier, a donné son feu vert pour la régularisation de la situation des fonctionnaires occupant des postes en voie d'extinction, dont le cas n'a pas été traité dans l'ancien statut particulier des travailleurs de l'éducation.

Le ministère a aussi donné une suite favorable à l'attribution de la prime de responsabilité pour les directeurs des établissements qui varie entre 3 000 DA et 5 000 DA le mois pour les trois cycles et une prime pour les intendants calculée à 4% sur leurs salaires de base et l'inté-

gration des enseignants techniques au grade d'enseignant au secondaire.

Le ministère propose également des cycles de formations pour près de 7 000 travailleurs des corps communs pour pouvoir bénéficier de promotion et elle a également donné un avis favorable aux doléances des enseignants concernant la révision des modalités actuelles de promotion.

La ministre a exprimé également l'engagement du gouvernement à la mise en place et développement de la médecine du travail dans le secteur de l'éducation.

Benghebrit a tenu à souligner que «L'Etat, à travers son gouvernement, a bien voulu répondre favorablement aux doléances malgré la situation difficile que traverse le pays, avec la baisse des rentrées financières liées à la baisse du prix du baril du pétrole». Elle a également profité de cette occasion pour rappeler aux syndicats



Benghebrit a répondu favorablement aux doléances des syndicats.

qu'ils «ne doivent pas rester en posture de confrontations mais doivent être une force de proposition». Et c'est dans ce contexte qu'elle a réitéré encore son projet de la charte pour l'éthique et la stabilité dans le secteur.

Les syndicats de l'éducation se disent satisfaits et se félicitent de ces acquis qui vont rendre justice à plusieurs catégories longtemps pénalisées.

Meziane Meriane, coordinateur national du Syndicat national des professeurs du secondaire et

du technique se dit satisfait d'arracher des acquis. Cependant, dit-il, «nous attendons les solutions des autres problèmes en suspens». Même son de cloche chez l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (Unpef).

Mohamed Amraoui, chargé de la communication du syndicat, estime que «c'est un grand travail et une victoire». Seul le CLA, Conseil des lycées d'Algérie dit avoir boycotté en quelque sorte cette réunion. «C'est une simple

réunion formelle qui n'a apporté rien de nouveau, et nous avons envoyé deux de nos délégués par éthique pour répondre à l'invitation», a déclaré Idir Achiour, président du syndicat qui cite la prime de zone calculée sur la base des anciens salaires d'il y a plus de 20 ans.

Pour la signature de la charte prévue pour aujourd'hui, les syndicats ne se prononcent pas encore et temporisent pour passer le pas.

S. A.

**RETOUR À L'ENDETTEMENT EXTÉRIEUR**

## Une perspective et des interrogations

**Le gouvernement est tenté par le recours à l'endettement extérieur. C'est un de ses membres, celui en charge du commerce, qui vient de faire part de cette perspective.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Bakhti Belaïb a en effet parlé samedi dernier de la possibilité de contracter un prêt auprès de la Chine pour financer certains grands projets, sans en révéler la nature encore moins le montant. Une exception, a-t-il tenu à préciser, néanmoins, compte tenu, a-t-il expliqué, des «faibles taux d'intérêt appliqués par la Chine et de la qualité des relations entre les deux pays».

Cette perspective de recourir à l'endettement extérieur est surprenante puisque constituant, jusqu'ici, une «règle sacrée» dont le gouvernement a pourtant fait un de ses crédos. Elle soulève de facto moult questions, notamment quant à son opportunité et à son timing, comme le suggère l'économiste Yacine Ould-Moussa. «Pourquoi maintenant ? Profitera-t-elle à notre industrie nationale, ou ira-t-elle, encore une fois, dans la consommation ? Boostera-t-elle la croissance économique ?» s'interrogera-t-il fort à propos.

Pour notre interlocuteur, le ministre du Commerce est loin d'être «indiqué» pour faire pareille annonce, la prérogative relevant d'autres départements, celui des finances entre autres, rappelant que cela fait plus de quinze ans que l'on nous crève les tympans par les discours pompeux de l'investissement productif, de la relance de l'industrie et de l'encouragement de la PME. «Très



Bakhti Belaïb, ministre du Commerce.

peu de cela a été concrétisé», affirme-t-il, s'interrogeant, au passage, sur la «rentabilité» des grands projets structurants réalisés à l'image de l'autoroute Est-Ouest. «Nous n'avons pas investi dans ces grands projets du temps de la disponibilité financière débordante et maintenant on veut le faire en recourant à l'endettement extérieur, minime soit-il», ironisera-t-il, mettant en avant l'impératif bilan qui doit être présenté au peuple.

Et de rappeler, pêle-mêle, l'effacement par anticipation de la dette du pays et celle de certains pays africains, prêt au FMI de l'ordre de 5 milliards de dollars dans une situation conjoncturelle liée à l'accroissement au prix élevé du pétrole et «non d'une situation satisfaisante de l'économie nationale».

Un «âge d'or» qui semble prendre fin avec la «découverte» récente selon laquelle les IDE ne pourront plus s'accroître de la règle 51/49%. D'où l'assouplissement de cette dernière préconisé lors de la dernière tripartite.

Ce retour à l'endettement ne laisse pas indifférente la classe politique, celle de l'opposition plus spécialement, qui y voit un «grain de plus» à son moulin. «C'est une preuve supplémentaire de la banqueroute du pays et des mensonges des tenants du pouvoir sur la pertinence des choix économiques du gouvernement», assène d'emblée le chargé de la communication au sein du RCD.

Pour Atmane Mazouz, «la sphère économique du pays, désormais, parasitée par une corruption systémique, est, encore une fois, livrée à l'improvisation sans que les Algériens soient associés à leur destin», rappelant que le RCD a déjà alerté sur la «faillite de la gestion qui mine l'avenir immédiat du pays», estimant que «les vociférations des membres du gouvernement et les assurances du chef de l'Etat et des membres de sa cour ne peuvent tenir pour longtemps et servir à masquer un échec total et programmé».

M. K.

**OUVERTURE DU PREMIER SALON INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE MINIÈRE**

## Absence remarquée de Abdesselam Bouchouareb

Annoncé pour inaugurer le premier Salon international de l'industrie minière, le ministre de l'Industrie et des Mines a brillé hier par son absence au niveau de la Safex, lieu de la manifestation. En la circonstance, il a été remplacé par le directeur général des mines au ministère de l'Industrie et des Mines, Mohamed Taher Bouarroudj. Ce dernier a donné le coup d'envoi de cette manifestation où devait être présente une quarantaine d'entreprises, alors qu'en définitive, à peine une vingtaine d'entre elles étaient présentes, dont une grande partie relève du secteur public. Il n'en demeure pas moins que cette manifestation économique sera mise à profit, selon les organisateurs, «par les entreprises participantes afin d'exposer leurs nouveautés en matière de recherche, d'exploitation, de traitement et de transformation des différents produits miniers».

En effet, destinée exclusivement aux professionnels, ce salon de quatre jours vise à contribuer à développer une industrie de transformation en Algérie qui recèle d'importantes potentialités.

«L'Algérie possède des richesses dans le secteur minier. L'objectif premier à travers ce rendez-vous est la valorisation et le développement d'une industrie de transformation de la ressource minière», a déclaré le directeur général des mines au ministère de l'Industrie et des Mines. Cela permettra, a-t-il ajouté, de «répondre aux besoins de l'économie nationale en matière de produits miniers et réduire par conséquent les importations des produits miniers finis».

A. B.